

# Face à la crise, il faut créer une banque centrale mondiale

## Une régulation globale s'impose pour éteindre enfin l'incendie financier

**D**epuis la crise dite des « subprimes » (crédits hypothécaires américains) en 2007, le monde monétaire et financier s'efforce plus ou moins bien d'éteindre un feu qui continue de couver, prêt à repartir de plus belle au moindre vent de panique. Cependant, si le présent appartient aux pompiers, l'avenir a besoin d'architectes. Il leur incombe de promouvoir un projet d'ensemble qui permette à la croissance, via le développement durable, de repartir. Elle seule permettra de casser la spirale des déficits et de la récession à laquelle une grande partie de la planète est aujourd'hui condamnée. A condition de suivre la prescription de l'historien chinois Seu-ma-Ts'ien (145-86 av. J.-C.) : « Celui qui veut bâtir sa maison s'occupe d'abord d'une solide charpente. » Autrement dit, voir grand.

Il s'agit de traiter des sujets qui échappent de plus en plus aux pouvoirs nationaux : financer les déficits publics liés au surendettement des Etats ; éviter la « guerre des changes » entre dollar, yuan, euro, yen et autres ; disposer des fonds nécessaires aux investissements dans les infrastructures (réseaux ferroviaires, routiers, téléphoniques, électriques, etc.), décisifs pour la croissance économique du monde et pour éradiquer la misère à la surface du globe.

Ces impératifs, primordiaux pour éviter un effondrement généralisé, renvoient tous à une seule et grande question : comment réguler – ou gérer – les liquidités mondiales, c'est-à-dire tout à la fois leur émission, leur diffusion et leur affectation ?

Peu de voix s'élèvent pour réclamer une régulation globale par laquelle les plus importants des protagonistes – notamment les membres du G20 – ne se contenteraient plus de dialoguer ou de coopérer, mais s'associeraient pour permettre, à partir d'une réforme monétaire et financière du monde, de relancer durablement la

### François Rachline

Conseiller spécial du président du Conseil économique, social et environnemental ; professeur à Sciences Po (Paris)

croissance. Quelle pourrait être la « solide charpente » qui la conditionnerait ? Une banque centrale mondiale (BCM). Envisagée, en 1941, par Keynes dans ses *Propositions pour une Union monétaire internationale*, cette institution constituerait un instrument-clé au service d'une régulation globale ; elle s'inscrirait dans une perspective historique.

Instrument-clé, elle serait investie principalement de trois missions : apaiser les tensions monétaires entre pays déficitaires et pays excédentaires ; engendrer une nouvelle unité de compte, détachée de tout Etat ; mieux orienter les capitaux vers les investissements productifs.

Les déflagrations monétaires du passé – crise de la livre sterling dans les années 1930, effondrement du mark en 1923, défiance à l'égard du dollar dans les années 1960 et 1970 – ont amplement montré quelles conséquences elles entraînaient, économiques, politiques autant que sociales. Depuis la chute, en 1973-1976, du système instauré à Bretton Woods en 1944, le monde vit dans une sorte de non-système dominé par le dollar. Cela signifie que l'alimentation monétaire de la planète dépend presque exclusivement des déficits américains.

Il est donc étrange et vain de réclamer aux Etats-Unis un retour à l'équilibre, notamment budgétaire, sans se préoccuper des moyens de paiement qui pourraient se substituer au billet vert. La difficulté n'est pas nouvelle, seulement plus aiguë aujourd'hui.

L'euro convalescent ou le yuan ambivalent pourraient-ils remplacer un dollar menacé, dont l'abondance n'a par ailleurs pas engendré de redémarrage véritable de l'activité outre-Atlantique ? Chacun voit aisément que le changement de nationalité de la monnaie internationale ne modifierait pas la nature du problème.

Une solution transitoire serait de créer, sur le modèle de l'ECU – European Currency Unit (l'unité de compte européenne) –, à partir du G20, une sorte de G20 currency unit (G20CU). Compte tenu du poids que représente le G20 dans l'économie planétaire (près de 90 % du produit intérieur brut total), cela reviendrait à créer une

« Le temps est venu d'achever la fusée monétaire et financière en lui ajoutant le dernier étage que réclame la logique et qu'exige la stabilité du monde »

monnaie de statut quasiment mondial. Elle ne serait pas unique mais commune, comme le fut un temps l'ECU européen. Il faudrait alors, pour en assurer la diffusion, une institution qui regroupe toutes les banques centrales impliquées.

Cela pourrait constituer une étape vers la BCM. Chaque banque centrale nationale détiendrait un compte auprès de cette banque centrale des banques centrales, et c'est par ce moyen que cette dernière pourrait intervenir, tant pour créer une nouvelle unité monétaire mondiale – dont elle détiendrait bien sûr le monopole – que pour affecter des capitaux à telle ou telle zone sous-développée ou encore effectuer des transferts compensatoires entre devises. Une transformation du Fonds moné-

taire international (FMI) serait aussi possible, à condition d'en modifier les statuts et de soutenir fermement la mise en œuvre d'une vraie monnaie nouvelle, dont les droits de tirage spéciaux (les DTS, unités de compte uniquement inscrites au crédit du compte des pays auprès du FMI) ont représenté le prototype dans le passé.

Un tel projet revêt tout son sens dans une perspective historique. Pour s'en convaincre, qu'il suffise, ici, de rappeler que dans l'évolution monétaire universelle, deux grandes étapes ont été franchies : l'apparition des banques, l'invention des banques centrales.

Afin de fluidifier les transactions entre personnes, à une époque où l'or et l'argent constituent les moyens de paiement, des familles se sont spécialisées (les Bardi, les Buonvisi, les Fugger, les Rothschild...), bientôt transformées en banques (le mot date du milieu du XV<sup>e</sup> siècle). Rien cependant ne les reliait officiellement, sinon des ententes spécifiques, aucun organisme ne les contrôlant. La deuxième phase historique voit naître une institution pour ainsi dire en surplomb des établissements bancaires – la banque des banques ou banque centrale.

La première de ces nouveautés naît en Suède, en 1668 (la Rijsbank), mais c'est la deuxième, la Bank of England, qui marque un saut qualitatif dès son apparition, en 1694. Avec elle s'instaure une autre logique. Il devient possible de garantir la bonne fin des opérations. Le régime monétaire se modifie dès lors en profondeur.

Ce n'est plus la nature et ses métaux qui déterminent in fine le volume de monnaie en circulation mais une création humaine. Rapidement, l'ensemble des banques disposeront d'un compte à la banque centrale, celle-ci étant chargée d'ouvrir ou de fermer le robinet monétaire, suivant les circonstances et les orientations du moment. Investie du pouvoir régalié de battre monnaie – l'émission des billets –, la

banque centrale devient vite un butoir national ultime. Elle représente la clé de voûte manquante. Son existence transforme un ensemble d'opérateurs plus ou moins bien liés les uns aux autres en véritable système. Tous les pays du monde ou presque disposent aujourd'hui de ce type d'institution.

A ces deux premiers étages historiques de la fusée monétaire nationale – banques, banques centrales –, un troisième est venu s'ajouter, en 1999, dans une partie du monde qui l'expérimente, la banque centrale des banques centrales, la Banque centrale européenne (BCE). Ce n'est plus dans le cadre national que s'exerce son activité mais au niveau des 17 membres actuels de l'Eurogroupe.

L'Union européenne s'est ainsi dotée d'une institution auprès de laquelle chaque banque centrale nationale dispose d'un compte. La BCE est d'une nature radicalement différente de toutes les organisations inter/nationales existantes. Celles-ci, nées dans leur grande majorité après la seconde guerre mondiale, sont des lieux où chacun des membres est habilité à défendre ses intérêts nationaux.

A l'inverse, la BCE n'est pas un nœud d'intérêts contradictoires mais une entité projetée au-delà de l'inter/national. Elle est, déjà, une organisation a-nationale, pour ne pas dire supranationale. D'une certaine manière, elle préfigure ce que pourrait être la BCM.

L'inter/national montre ses limites par l'incapacité actuelle des gouvernements à traiter une crise qui les dépasse tous, quelle que soit leur position, déficitaire, excédentaire, émergée, sous-développée ou avancée. Il faut désormais passer au niveau mondial. Le temps est venu d'achever la fusée monétaire et financière en lui ajoutant le dernier étage que réclame la logique et qu'exige la stabilité du monde. Si du moins le bon sens pouvait cesser d'être jugé utopique. ■